
AUX ORIGINES DE LA
TRAGEDIE ALGERIENNE
(1958-2000)
Témoignage sur *hizb França*
Abdelhamid Brahimi

ISBN 2-940130-10-8

The Centre for Maghreb Studies
16 Grosvenor Crescent
London SW1X 7EP

Hoggar
Case postale 19,
1228 Plan-les-Ouates (Genève), Suisse.
www.hoggarbooks.org
info@hoggarbooks.org

Conception de la couverture par Elizabeth Waltham
En 4ème couverture :
La médaille de la Légion d'Honneur, Algérie 1954-1962

Abdelhamid Brahimi

AUX ORIGINES
DE LA
TRAGEDIE ALGERIENNE
(1958-2000)

Témoignage sur *hizb França*

HOGGAR

Du même auteur :

- *La croissance des firmes multinationales,* Etude réalisée pour les Nations Unies, Le Caire 1974.
- *Dimensions et perspectives du monde arabe,* Economica, Paris 1977.
- *L'économie algérienne,* Office des Publications Universitaires, Alger 1991.
- *Stratégies de développement pour l'Algérie,* Economica, Paris 1992.
- *Eradication de la pauvreté et développement dans une perspective islamique,* Banque Islamique de développement, IRTI, Jeddah 1993 .
- *Justice sociale et développement en économie islamique,* La Pensée Universelle, Paris 1993.
- *Le Maghreb à la croisée des chemins à l'ombre des transformations mondiales,* Hoggar Print SA, Genève et Centre for Maghreb Studies, Londres 1996.

A la mémoire de tous les chouhada,
tombés au champ d'honneur entre 1954 et 1962
et des victimes innocentes de la violence et
de la répression de l'Etat depuis 1992

A tous les Algériens épris de vérité, de liberté et de justice

Sommaire

Table des matières

Introduction

La situation actuelle en Algérie est très grave sur tous les plans. L'Algérie n'a jamais connu un tel degré de pourrissement depuis son indépendance en 1962.

La crise politique a ses origines dans la nature même du régime. L'absence de démocratie, le manque de libertés, le déficit de transparence dans le fonctionnement des institutions, l'absence de séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ainsi que la confrontation des clans au sein du pouvoir ont alimenté au cours des quatre dernières décennies la crise de confiance qui a petit à petit érodé le régime algérien avant de l'ébranler sérieusement, rendant en définitive la situation politique et sociale explosive à la fin de la décennie 1990.

La crise politique a pris une allure dramatique depuis le coup d'Etat de 1992, lorsque quelques généraux, « déserteurs » de l'armée française, ont confisqué le pouvoir. Cette confiscation de l'Etat et de ses institutions par un groupe minoritaire qui se place au-dessus de la Constitution et des lois de la République, a eu des conséquences désastreuses sur tous les plans.

Ni le forcing médiatique interne et externe, ni la déformation des faits, ni l'intensification de la politique de l'intoxication par l'action psychologique et les rumeurs, ni l'occultation des problèmes de fonds par le régime ne sont parvenus à étouffer la vérité, ni à tromper le peuple algérien au cours de cette longue période.

Le pouvoir présente la crise algérienne depuis l'annulation des élections législatives en janvier 1992 comme le résultat de la « menace islamique » qui met en danger le pays et ses institutions. Le régime veut faire croire à l'opinion publique nationale et internationale que c'est uniquement cet aspect qui oppose le FIS (Front Islamique du Salut) au pouvoir et qui constitue le nœud gordien de la crise qui ne peut être dénouée que par une approche sécuritaire et des pratiques policières. Mais cette présentation simpliste de bi-

polarisation de la vie politique ne trompe personne en Algérie. La réalité politique et sociologique en Algérie est bien plus complexe que cela.

C'est pourquoi, certaines vérités méritent d'être rappelées et soulignées pour que soient correctement cernées les dimensions réelles de la tragédie actuelle ainsi que les enjeux de la partie qui se joue en Algérie et dont l'issue va déterminer l'avenir du pays. Je voulais écrire ce livre depuis longtemps, mais d'autres priorités, d'ordre académique notamment, m'en ont empêché. Le désir de rendre public mon témoignage et ma lecture des événements que j'ai vécus au cours de cette longue période devenait pressant depuis quelques années, lorsque la crise algérienne a pris une allure trop dramatique, en particulier depuis les massacres collectifs de 1997 et de 1998 qui m'ont bouleversé. Ce témoignage s'adresse au peuple algérien en général et aux jeunes Algériens en particulier, en espérant qu'il constituera une contribution certes modeste mais animée d'exemples vivants puisés dans la réalité pour donner un éclairage nouveau sur la nature de la tragédie algérienne. J'espère également que ce témoignage sans complaisance contribuera à approfondir le débat de fonds sur la nature du pouvoir algérien actuel, débat engagé et recherché par certains partis représentatifs et autonomes, pour permettre de dégager des voies et moyens en vue de mettre un terme à une crise politique qui a ruiné l'Algérie depuis le coup d'Etat de janvier 1992[1].

Nombreux, en effet, sont ceux qui en Algérie, au Maghreb, dans le monde arabe, en Afrique, en Europe et ailleurs dans le monde ne comprennent pas pourquoi l'Algérie est plongée dans une abominable guerre interne pendant huit ans[2]. D'ailleurs, même

[1] Ce livre ne constitue ni mes « Mémoires » ni une partie de mes « Mémoires », mais se veut un témoignage sur une longue période pour tenter d'expliquer la situation catastrophique qui sévit en Algérie depuis 1992 en remontant aux origines de la tragédie algérienne, il y a une quarantaine d'années. Le fil conducteur de l'ouvrage ne repose pas sur ma personne, mais sur le détournement de la Révolution et sur ses conséquences dramatiques sur le peuple algérien qui en est la principale victime.

[2] Le concept de « guerre civile », utilisé par quelques responsables de partis algériens marginaux et par une certaine presse internationale au cours de la décennie 1990, est contestable. Car, la guerre qui sévit en Algérie n'est pas une guerre entre groupes de citoyens ou de civils, mais une guerre injuste initialement menée par quelques généraux « éradicateurs » contre le FIS, ses militants et ses sympathisants depuis le coup d'État de janvier

de nombreux observateurs avertis et d'experts étrangers spécialisés dans les affaires algériennes y ont perdu leur latin pendant un certain temps.

Autrefois, l'Algérie était glorifiée par son prestige acquis grâce à sa résistance au colonialisme français et à sa guerre de libération nationale, prestige relayé, après l'indépendance, par son rôle actif dans le monde et au sein du mouvement des pays non alignés : soutien à la cause palestinienne et à la cause vietnamienne ainsi qu'aux mouvements de libération en Afrique, dénonciation de l'apartheid en Afrique du Sud, etc.

Aujourd'hui, l'Algérie est déchirée par le cycle infernal violence-répression et par une tragédie sans précédent. L'escalade dans l'horreur dépasse l'entendement.

Comment l'Algérie en est arrivée là ? La question est très complexe et renvoie à une multitude d'interrogations. Ce livre tente d'y répondre en remontant à la guerre de libération nationale tout en apportant un éclairage sur la période postérieure à l'indépendance.

En effet, l'enchevêtrement complexe des causes internes et externes, lointaines et récentes constitue la toile de fonds de la crise multidimensionnelle qui a plongé l'Algérie dans une situation inextricable à la fin du XXème siècle.

Certes, l'Algérie est indépendante depuis près de 38 ans. Mais, elle a été une colonie française pendant 132 ans. Entre 1830 et 1962, la colonisation de l'Algérie a été un processus permanent dominé par l'agression militaire, la répression politique, la violence juridique, l'oppression culturelle et la surexploitation économique au profit d'une minorité liée au pouvoir colonial. L'armée, la police, l'administration et l'école françaises ont contribué au cours de 132 ans à former des élites coupées du peuple algérien et liées au système colonial par toutes sortes de privilèges.

1992 pour s'étendre ensuite aux Algériens qui pensent ou agissent différemment des autorités. C'est une guerre que le pouvoir d'essence minoritaire mène contre son peuple. La violence ainsi décrétée par les éradicateurs a provoqué à son tour la création de maquis à partir de 1994 dont les actions visaient essentiellement des objectifs militaires. La violence et la répression de l'Etat ont ainsi contribué à générer la violence des islamistes. La violence alimente la contre-violence.

Le déclenchement de la guerre de libération en novembre 1954 était porteur d'espoir. La Révolution était prometteuse. L'indépendance était supposée inaugurer une ère nouvelle mettant fin à l'oppression et permettre l'émergence de dirigeants et de cadres tournés vers l'avenir pour sortir l'Algérie de l'ignorance, de la maladie et de la pauvreté grâce à une politique de progrès économique et social au profit de la population, fondée sur la promotion de l'homme et celle des libertés et de la justice sociale.

Mais, au fort de la guerre de libération et au moment où l'indépendance de l'Algérie semblait inéluctable, la France a envisagé une politique destinée à perpétuer sa présence politique, économique et culturelle en Algérie. A cet effet, la France a joué sur plusieurs claviers en même temps pour s'assurer le contrôle de l'évolution politique, économique et culturelle future de l'Algérie, après l'indépendance.

Pour cela, la France a encouragé l'émergence de la « troisième force », composée de collaborateurs civils et militaires qui lui sont dévoués.

Elle a également organisé l'infiltration de l'ALN (armée de libération nationale) en noyautant les vagues successives de « déserteurs » de l'armée française en 1958, 1959 et 1961 par des hommes sûrs et acquis à sa cause pour leur permettre d'acquérir la légitimité révolutionnaire et la qualité de moudjahidine lorsque l'Algérie aura accédé à l'indépendance, en vue de contrôler au plus haut niveau la future armée algérienne qui devait être initialement composée de la « force locale » comme on va le voir dans les chapitres 1, 2 et 4[3].

Notre livre ne concerne pas tous les « déserteurs » de l'armée française, mais porte plutôt sur une catégorie particulière de militaires algériens qui avaient exercé dans l'armée française et qui auraient été envoyés en mission auprès du FLN à Tunis par vagues successives en 1958, 1959 et en 1961. En effet, l'expérience de la guerre de libération nous a enseigné qu'il y a eu des « déserteurs », patriotes et dévoués, qui ont d'ailleurs exercé d'importantes responsabilités au sein de l'ALN comme, par exemple, Mahmoud

[3] Si la France a réussi à infiltrer le mouvement national, le FLN et l'ALN, il lui était à fortiori plus facile de noyauter « ses » soldats « déserteurs ».

Cherif (devenu membre du GPRA en 1958), Abderrahmane Bensalem (commandant de la zone opérationnelle nord aux frontières est entre 1960 et 1962) ou Abdallah Belhouchet (membre du conseil de la Révolution en 1965, chef de la 5ème, puis de la 1ère Région militaire entre 1964 et 1978 et chef d'état-major général entre 1986 et 1989). Il y a eu également un grand nombre de « déserteurs » qui ont rejoint l'ALN à l'intérieur en s'y intégrant parfaitement et qui ont prouvé leur dévouement et leur sacrifice sur le terrain et dont beaucoup sont tombés au champ d'honneur. Il y a eu, enfin, des « déserteurs » nationalistes et sincères encore en vie comme, par exemple, Mokhtar Kerkeb (chef de bataillon entre 1960 et 1962), Abdelhamid Latrèche (secrétaire général du ministère de la Défense entre 1971 et 1978), Saïd Aït Messoudène (plusieurs fois ministre sous Boumediène et sous Chadli) ou Abdennour Bekka (chef de bataillon entre 1960 et 1962 et ministre de la Jeunesse et des Sports sous Chadli). Tous ceux-là et bien d'autres sortent du champ de notre étude.

Cependant, parmi les « déserteurs » de l'armée française qui ont rejoint non pas l'ALN ou le maquis mais le FLN à Tunis, il y avait une catégorie qui était ou pouvait être en service commandé et dont le nombre est extrêmement limité. Ces « déserteurs » voulaient entrer dans la Révolution par la grande porte, acquérir la confiance des dirigeants de la Révolution et avoir, par voie de conséquence, la légitimité nécessaire pour mener à bien leur « mission ». Ceux-là, occidentoxiqués et mentalement colonisés, sont restés culturellement attachés à la France après l'indépendance de l'Algérie et constituaient (et constituent toujours pour ceux d'entre eux qui sont encore en vie) un clan solidaire de type mafieux. C'est cette minorité active et dévorée par une ambition démesurée pour accéder au pouvoir et le garder par la force et qui s'agite pour la mise en œuvre d'une politique de dépersonnalisation culturelle et civilisationnelle de l'Algérie que je décris dans ce livre. C'est cette catégorie très limitée en nombre qui est concernée par l'appellation de « déserteurs » dans ce livre[4].

Enfin, des mesures ont été prises pour « faciliter » l'accès à l'administration d'employés et de cadres d'exécution algériens,

[4] En fait, il s'agit de faux déserteurs. C'est ce qui explique la mise entre guillemets du mot déserteurs tout au long de cet ouvrage.

formés dans le moule colonial, dans le cadre de la promotion sociale engagée à cet effet dès 1956. L'administration coloniale, ainsi léguée à l'Algérie indépendante, constitue un piège qui va peser durablement sur les administrés.

L'ensemble de ces facteurs a favorisé l'émergence d'une bureaucratie mafieuse dont le noyau dur est composé par les « déserteurs » de l'armée française.

Ce livre se veut un témoignage sur les phases charnières qui ont marqué l'évolution de l'Algérie entre 1958 et 2000. J'essaie de montrer comment, au cours de cette période, le groupe des « déserteurs » de l'armée française a profité des conflits qui ont secoué le FLN et l'ALN au cours de la guerre de libération et des différentes crises qu'a subies l'Algérie après l'indépendance et qui ont entraîné à chaque fois l'éloignement de responsables patriotes politiques et militaires et leur remplacement par des gens plus dociles.

Il est curieux de noter à cet égard, que dans l'histoire de la décolonisation, l'Algérie constitue un cas unique en son genre. En ce sens que l'indépendance a été acquise grâce à la lutte armée et au prix de gros sacrifices consentis par le peuple algérien, mais que la décolonisation s'est traduite au même moment par l'éclatement du mouvement national en 1962 et par le détournement de la Révolution par et pour les partisans du néocolonialisme français.

Ce dur constat ne réduira en rien le rôle déterminant joué par les dirigeants de la Révolution pour la réalisation de l'idéal nationaliste : l'indépendance de l'Algérie par la lutte armée. L'histoire retiendra en tout cas que des dirigeants comme Zighout Youssef, Krim Belkacem, Lakhdar Bentobbal, Abdelhafid Boussouf et Abbane Ramdane, pour ne citer que quelques-uns uns de ceux que j'ai connus, sont, malgré leurs divergences ou leurs appréciations différenciées d'ordre tactique ou conjoncturel et malgré les incidents de parcours, de grands hommes et de grands patriotes dévoués qui ont tous œuvré avec acharnement, endurance, constance et lucidité pour libérer l'Algérie du joug colonial.

Cependant, le fait que l'Algérie ait accédé à l'indépendance dans un climat de crise grave opposant le GPRA à l'état-major général, a permis l'émergence des « déserteurs » de l'armée française au som-

met de la hiérarchie militaire, notamment au sein du ministère de la Défense et de la Gendarmerie nationale (contrôlée entièrement par eux dès 1962) pour s'étendre aux secteurs stratégiques au fil des années.

Le groupe des « déserteurs » a emprunté au mouvement national son langage et ses méthodes pour conforter ses positions et arriver à ses fins. Les références constantes à la nécessité de construire un Etat fort et puissant et de préserver l'unité nationale constituent en fait des alibis pour masquer leur volonté d'arriver, puis se maintenir au pouvoir et pour dissimuler leur méfiance à l'égard du peuple, des courants politiques existants et leur souverain mépris des libertés fondamentales et des pratiques démocratiques.

Les « déserteurs » et leurs alliés au sein des différents appareils vont s'atteler à organiser, progressivement, à partir du coup d'Etat de 1965 notamment, la substitution aux cadres patriotes et intègres, des cadres de la nébuleuse francophile au fil des années et au gré des événements.

Leur objectif est d'enterrer, autant que faire se peut, les symboles et les constantes de la Révolution et de l'Algérie profonde et de ramener au moment opportun le pays sous l'influence culturelle et politique française. Il leur a fallu attendre janvier 1992 pour réaliser leur objectif par un coup d'Etat. L'autoritarisme, l'exclusion, la lutte par les armes contre les convictions politiques des autres, la répression tous azimuts deviennent leur politique pour garder le pouvoir. Les faits crûment relatés dans ce livre ont été vécus par l'acteur, le témoin et l'observateur que j'ai été au cours de cette longue période.

La Révolution a été pour moi la plus grande école. Je m'y suis résolument engagé dès 1955 à l'âge de 19 ans. Je suis toujours resté fidèle aux principes du 1er novembre 1954 et aux valeurs authentiques auxquelles le peuple algérien est profondément attaché : liberté, progrès, fidélité et justice sociale exercés dans un cadre ouvert et transparent et débarrassés de tout paternalisme, de tout autoritarisme et de toute bureaucratie. Je me suis toujours refusé à agir de manière fractionnelle, quelles que fussent les fonctions que j'ai exercées pendant la guerre de libération ou après l'indépendance. J'ai toujours placé l'intérêt général et l'idéal de justice sociale audessus de toute autre considération, malgré les tentations diverses

et les entraves de toutes sortes, voire les menaces émanant des appareils pour neutraliser l'action de cadres patriotes, dévoués et connus pour leur droiture et leur esprit d'indépendance. Il est, en effet, très difficile pour un responsable politique honnête d'exercer correctement des fonctions gouvernementales, compte tenu des freinages et des obstacles dressés sur son chemin par les appareils, loin du militantisme dans lequel j'ai grandi et évolué. J'ai dû lutter âprement au cours de mes dix années de responsabilité gouvernementale. Je n'ai pas toujours réussi à faire adopter les réformes dont le pays avait tant besoin. Les résistances, les réticences, voire l'hostilité, étaient monnaie courante et prenaient des formes diverses. Depuis mon entrée au gouvernement en 1979 et dès la présentation des premiers dossiers en conseil des ministres, les enfants du sérail se sont mis à me coller des étiquettes de toutes sortes en fonction des circonstances à travers la rumeur publique pour me discréditer. C'est ainsi qu'en 1979 et 1980 on m'a traité de « rose », proche des communistes. Puis entre 1980 et 1981, au moment de l'élaboration et de la mise en œuvre des premières réformes relatives à la restructuration des entreprises publiques, à l'encouragement des investissements privés nationaux et étrangers et à la constitution d'entreprises d'économie mixte avec des partenaires étrangers, la rumeur me présentait comme un représentant des firmes multinationales. Entre 1982 et 1986, on m'a traité de « frère musulman », parce que je fréquentais la mosquée et surtout parce que cela coïncidait avec la montée de la mouvance islamique réprimée par les services de sécurité, alors que j'avais toujours fréquenté la mosquée avant 1982 et après 1986. Entre 1986 et 1988, lorsque j'ai défendu les intérêts de l'Algérie en m'opposant à certains gros contrats trop déséquilibrés, soutenus par Larbi Belkheir et son clan, celui-ci répandait la rumeur que j'étais pro-américain et que je possédais des hôtels aux Etats-Unis, alors que tout le monde savait bien que je n'ai jamais disposé d'aucun revenu en dehors de mon salaire.

Les tenants du sérail ne reculent devant rien pour assurer la pérennité du régime. C'est ainsi, par exemple, que les événements d'octobre 1988 ont été organisés par les tenants du pouvoir pour sauver le régime et pour améliorer leurs positions respectives au sommet de la hiérarchie. Ces événements conçus et exécutés de

manière machiavélique constituent une étape décisive vers le coup d'Etat de janvier 1992 qui a consacré le groupe des « déserteurs » de l'armée française et qui a ouvert une longue période de violence, de médiocrité et d'instabilité[5].

Il est grand temps de revenir au processus démocratique et à la souveraineté populaire, seuls garants du rétablissement de la confiance entre gouvernants et gouvernés, de la paix et de la stabilité.

[5] A l'occasion de la polémique qui l'a opposé à Ali Kafi, le général Khaled Nezzar a reconnu publiquement en mars 2000, qu'il n'a jamais pensé que l'Algérie connaîtrait une situation aussi dramatique après l'annulation des élections législatives en 1992. Cette confession faite à la presse algérienne montre bien le niveau de la culture politique des « déserteurs » de l'armée française, devenus dirigeants sans partage de l'Algérie après leur coup d'État de janvier 1992. Si pour des dirigeants normaux « gouverner, c'est prévoir », pour les « déserteurs » gouverner c'est garder le pouvoir par la force et préserver des privilèges de toutes sortes en dehors de la légitimité populaire.